

Jean-Pierre Sueur : "Recomposons la ville"

Le maire d'Orléans, ancien secrétaire d'État aux Collectivités locales, dans son livre "Changer la ville", plaide pour une politique ambitieuse, seule capable de "recoudre" un tissu urbain déchiré.

N.R. : Vous écrivez que la ville est « le réceptacle de tout ce qui va mal ». Le bilan est accablant...

Jean-Pierre Sueur : « J'ai pu le mesurer en écoutant les quelque 500 personnes que j'ai rencontrées pour rédiger le rapport dont le livre est issu. Elles me disaient : vous allez parler des banlieues, de la violence, de la drogue, des difficultés de l'intégration, du chômage, etc. On impute bien à la ville tout ce qui va mal. Mais c'est ambivalent. Parce qu'en même temps, les gens aiment la ville, ce miroir de la société. Parce que 80 % des Français vivent dans des agglomérations, la crise de notre société est devenue une crise urbaine. Sans cesser d'être une crise sociale.

« Il existe aujourd'hui mille quartiers qui vont mal, qui s'enfoncent dans la ségrégation et l'exclusion, avec des risques de "ghettoïsation". »

N.R. : Peut-on dire que le chômage est la pierre angulaire de la crise urbaine ?

J.-P.S. : « C'est la fameuse question de la cause première. Longtemps, on a dit qu'il fallait d'abord régler le problème du chômage, puis que c'était prioritairement un problème social, puis une question d'intégration, puis de sécurité, puis, hélas accessoirement, de logement.

« Je réponds : il faut traiter tous les problèmes de front. Je ne sais pas quelle est la cause et quelle est la conséquence. Toutes les causes fonctionnent ensemble, notamment dans les mille quartiers identifiés. C'est pourquoi je récusé les conceptions purement « réparatrices » et sectorielles qui ont présidé pendant vingt ans à la politique de la ville. »

N.R. : Vous appelez à un électrochoc...

J.-P.S. : « Après la guerre, on a construit, avec l'assentiment de tous, de grands ensembles. Ces barres et ces tours étaient peuplées par une population qui était le reflet de la population française, toutes catégories confondues. Trente ans plus tard, les grands ensembles sont souvent peuplés



Jean-Pierre Sueur. (sd)

essentiellement de gens en grande difficulté : étrangers ou d'origine étrangère pour une bonne part, ou Français qui vont assez mal.

« Je crois nécessaire un contre électrochoc, mais avec autant de volonté politique, de force et de financement qu'à l'époque. Il faut arrêter de concentrer toutes les difficultés dans les mêmes quartiers. Nos villes sont des patchworks, elles sont faites de morceaux juxtaposés. Il faut refaire des quartiers, ne pas avoir peur d'en démolir — après avoir construit —, il faut recomposer nos villes. Retisser le tissu urbain, c'est retisser la société tout entière.

« Ce doit être un électrochoc de la qualité pour que chacun puisse vivre dans un logement dont il sera fier. Cela exige une mobilisation nationale et, au moins, 35 milliards de francs chaque année. C'est coûteux, mais c'est moins cher que le statu quo, la ségrégation sociale et le risque de ghettos. »

N.R. : Vous plaidez aussi pour une réforme des institutions locales...

J.-P.S. : « Pourquoi les crédits consacrés à la politique de la ville sont si peu en proportion avec la population qui y habite et avec les problèmes qui s'y posent ? Tout simplement parce que le groupe de pression des banlieues dans l'appareil politique français est faible. Pratiquement aucun député ne représente exclusivement l'urbain, en raison du découpage électoral. Quant au Sénat, il représente fort peu les villes.

« De même, dans les départements, les zones urbaines sont sous-représentées. C'était tolérable au siècle dernier, ça ne l'est plus. Si on veut conduire une politique de l'aire urbaine réelle, il faut la faire sur l'agglomération : c'est déjà

le cas pour les schémas d'aménagement, l'habitat, les déplacements, les développements économiques, universitaires, l'environnement, l'eau, etc. Peut-on ne jamais consulter les citoyens de ces quartiers pour de telles questions, alors qu'on les consulte pour des cantons urbains dont ils ignorent le plus souvent le contour et l'utilité ?

« Il faut avoir le courage de changer nos institutions locales. Ne touchons pas aux communes — les Français y sont très attachés —, mais donnons plus de place à des agglomérations fortes en milieu urbain, à des structures de « pays » pour le milieu rural, avec, chaque fois, des élections au suffrage universel direct. L'intercommunalité est aujourd'hui une impérieuse nécessité. »

N.R. : Qu'appellez-vous la « nouvelle urbanité » ?

J.-P.S. : « C'est concevoir, à la place de l'actuelle ville en patchwork, faite d'espaces mono-fonctionnels, une ville plus cohérente, plus équilibrée, plus harmonieuse. Retrouver une humanité, une urbanité.

« Cette urbanité, c'est aussi une nouvelle mobilité. Les gens habitent un quartier, mais ils ne veulent pas y être confinés. Ils veulent être usagers de toute la ville, de toute l'agglomération et même d'un réseau de villes. Je rêve d'un train pendulaire entre Orléans, Blois et Tours. A l'heure de l'Europe, ce choix de la mobilité est essentiel. »

N.R. : Finalement, comment se font les villes ?

J.-P.S. : « Certains disent : elles se font toutes seules. Dans l'histoire, c'est faux. Paris, Vienne, Barcelone... partout il y avait des urbanistes qui avaient un dessein, une ambition. Je ne crois pas à l'émergence spontanée de la ville. Mais je ne crois pas davantage au rêve prométhéen, aux villes dessinées sur la carte, comme ce fut le cas pour les villes nouvelles en France.

« La ville doit être le résultat d'un ensemble de décisions individuelles — le marché — prises à partir de règles du jeu claires établies par les institutions. Le pur libéralisme et le pur volontarisme sont aussi dangereux l'un que l'autre.

**Propos recueillis
par Daniel LLOBREGAT.**

■ « Changer la ville », 209 pages, 125 F. Éditions Odile Jacob.